**Cours de finances publiques, 2021**

Alexis Fourmont

# Introduction générale

Section 1. Le droit budgétaire des origines

Section 2. L’évolution des conceptions relatives au droit budgétaire

Section 3. Le droit budgétaire contemporain suivant une approche comparatiste

# Chapitre 1. L’essor d’un « cadre budgétaire intégré » au sein de l’UE

Section 1. L’union économique et monétaire et les contraintes budgétaires nationales

§ 1. La convergence économique imposée par le traité de Maastricht

§ 2. Le Pacte de stabilité et de croissance

§ 3. Le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l’UEM

Section 2. La crise sanitaire et l’assouplissement des règles de discipline budgétaire

§ 1. Une mise en œuvre inédite : un mécanisme récent

§ 2. Une mise en œuvre conjointe : l'accord entre la Commission et le Conseil

§ 3. Une mise en œuvre conjoncturelle : l'ajustement temporaire des mécanismes de surveillance et de correction

# Chapitre 2. Le cadre juridique de la préparation du budget de l’État

Section 1. Les fondements constitutionnels

Section 2. La loi organique relative aux lois de finances

§ 1. L’ordonnance organique du 2 janvier 1959

§ 2. Les mutations du contexte budgétaire et financier

§ 3. Les objectifs de la LOLF

§ 4. La logique de résultat propre à la LOLF

Section 3. Les différentes lois de finances

§ 1. La loi de finances initiale

§ 2. La loi de finances rectificative

§ 3. La loi de règlement

Section 4. Les lois de programmation

§ 1. La pluri-annualité des origines

§ 2. La genèse de la programmation sous la pression de l’Union européenne

§ 3. La loi organique relative aux lois de programmation des finances publiques de 2012

I. La définition du contenu des lois de programmation des finances publiques

II. La délicate articulation des lois de programmation des finances publiques avec les lois de finances

III. La dégradation de la « règle d’or » en « règle d’argent » ?

IV. La loi de programmation des finances publiques 2018-2022

# Chapitre 3. L’élaboration du budget de l’État par le Gouvernement

Section 1. Les acteurs

§ 1. L’« autorité du Premier ministre »

§ 2. Le « ministre chargé des finances »

§ 3. Les Directions et services ministériels

I. La Direction générale du Trésor

II. La Direction du budget

III. La Direction générale des finances publiques

Section 2. L’élaboration concrète du projet de loi de finances

§ 1. Le contexte de l’élaboration du projet de loi de finances (PLF)

§ 2. Le calendrier budgétaire gouvernemental

I. Le séminaire budgétaire

II. Les réunions techniques : conférences performance et réunions de budgétisation

III. Les arbitrages et réunions de restitution

IV. Les réunions de répartition et de finalisation des documents budgétaires

Section 3. Le contenu du projet de loi de finances initiale

# Chapitre 4. La procédure budgétaire au Parlement

Section 1. L’information du Parlement

§ 1. Le débat d’orientation des finances publiques

§ 2. Le rôle des commissions des finances dans l’examen préalable

§ 3. Les documents annexes du projet de loi de finances

I. Les bleus budgétaires

II. Les jaunes ou annexes générales

III. Les organes budgétaires ou documents de politique transversale

Section 2. L’adoption de la loi de finances

§ 1. Des délais stricts

§ 2. La discussion parlementaire

§ 3. Les modalités de l’exercice du droit d’amendement en matière budgétaire

I. Un droit d’amendement encadré

II. Les origines historiques (Grande-Bretagne + France)

III. Des systèmes comparables à l'étranger ?

IV. Les apories de la jurisprudence rendue au titre de l’article 40

Section 3. L’adoption des lois de finances rectificatives

Section 4. Le contrôle des lois de finances par le Conseil constitutionnel

§ 1. Le contrôle des dispositions des lois de finances

I. Le contrôle des cavaliers budgétaires

A. Bref historique des cavaliers budgétaires

B. La censure des cavaliers budgétaires

II. Le contrôle du respect des grands principes budgétaires

§ 2. Le contrôle des procédures d’adoption des lois de finances

I. Le contrôle de l’information des parlementaires

II. Le contrôle des modalités d’adoption des lois de finances

# Chapitre 5. L’exécution budgétaire et le contrôle

Section 1. L’exécution des lois de finances

§ 1. Les modifications de l’autorisation parlementaire par le pouvoir réglementaire financier

I. La réserve de précaution et les décrets d’annulation

II. Les exceptions au caractère limitatif des crédits

III. Les dérogations au principe d’annualité

IV. Les dérogations au principe de spécialité

V. La provision pour dépenses accidentelles

§ 2. Le financement de l’exécution

Section 2. Le contrôle de l’exécution des lois de finances

§ 1. Le contrôle de l’exécution des lois de finances par le Parlement

I. Les moyens de contrôle

II. La loi de règlement, vecteur de contrôle

III. De l’« Automne de l’autorisation » au « Printemps de l’évaluation » sous la XVe législature

IV. les insuffisances du contrôle parlementaire

§ 2. Les contrôles de l’exécution des lois de finances par l’administration et les juridictions financières

# Chapitre 6. Les lois de financement de la sécurité sociale

Section préliminaire. Considérations historiques sur les finances sociales

§ 1. Le financement de la protection sociale

I. Les acteurs de la protection sociale

II. Les périmètres des finances de la protection sociale

§ 2. Les particularités de la Sécurité sociale

I. Le compromis entre les logiques d’assurance et d’assistance

II. Une organisation morcelée

Section 1. Les lois de financement de la sécurité sociale

§ 1. L’émergence des lois de financement de la sécurité sociale

I. Les facteurs à l’origine des LFSS

II. Une intervention parlementaire de plus en plus fréquente

III. La réforme constitutionnelle du 22 février 1996

§ 2. Le contenu des lois de financement de la Sécurité sociale

I. Le contenu obligatoire

II. Le contenu facultatif et les « cavaliers sociaux »

§ 3. Les modalités d’adoption des lois de financement de la sécurité sociale

I. Les règles de discussion et d’adoption des LFSS

II. Les informations à la disposition des parlementaires

Section 2. Les amendements sociaux

§ 1. Les contraintes procédurales pesant sur le droit d’amendement en matière sociale

§ 2. Les contraintes substantielles pesant sur le droit d’amendement en matière sociale

Section 3. Les relations budgétaires et financières entre l’État et la protection sociale

§ 1. Les concours de l’État au titre des politiques sociales

I. Les concours de l’État au financement de certains dispositifs de protection sociale

II. Les subventions et garanties financières versées par l’État à des régimes de protection sociale ou à des organismes concourant à leur financement

§ 2. La portée du principe de compensation des « niches sociales »

I. La consécration organique du monopole des LFSS en matière de niches sociales

II. Les formes de compensation du coût des « niches sociales »

III. L’encadrement des niches sociales par la loi de programmation

Section 4. La diversité des ressources de la sécurité sociale

§ 1. Le constat d’une fiscalisation des ressources de la sécurité sociale

I. Des recettes fiscales éparses

II. La création de la contribution sociale généralisée

III. La fiscalité compensant le financement des allègements de cotisation

§ 2. Les différentes catégories actuelles de prélèvements obligatoires

I. Les cotisations sociales

II. Les impositions de toutes natures

Section 5. La maîtrise des dépenses et déficits sociaux

§ 1. Les tentatives de maîtrise des dépenses de la sécurité sociale

I. Le prolongement des contraintes sur le solde des « administrations publiques »

II. L’ONDAM, un outil de régulation spécifique à certaines dépenses de santé

§ 2. Le traitement de la dette sociale

I. Une caisse dédiée à l’amortissement de la « dette sociale »

II. La durée d’amortissement de la « dette sociale »

# Chapitre 7. Les finances locales

Section 1. Les grandes lignes de la présentation budgétaire

§ 1. La division du budget local en deux sections

§ 2. Les principes du droit budgétaire local

§ 3. L’adoption du budget en équilibre réel

§ 4. Les dépenses obligatoires pesant sur le budget local

Section 2. L’adoption des budgets locaux

§ 1. L’information préalable du conseil

§ 2. La procédure budgétaire locale

§ 3. Les procédures de contrôle budgétaire lors du vote

§ 4. Les modifications de l’autorisation budgétaire

Section 3. L’exécution budgétaire

§ 1. Les ordonnateurs locaux et les comptables publics

§ 2. L’exécution des dépenses et recettes

Section 4. L’endettement

Section 5. La gestion de la trésorerie